HAÏTI (Liste de surveillance de Catégorie 2)

Haïti est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de la traite des personnes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. La majorité des cas de traite des personnes en Haïti concernent les quelque 150 000 à 500 000 enfants en servitude domestique chez des particuliers à travers tout le pays. En plus d'être soumis au travail forcé, ces enfants sont vulnérables à des châtements corporels, des agressions sexuelles et d'autres sévices par des membres des familles chez qui ils habitent. Les enfants qui ont été renvoyés ou se sont échappés de situations de servitude domestique représentent une grande partie de l'importante population des enfants des rues qui finissent par être forcés de se prostituer, de mendier ou de commettre des crimes de rue par des gangs criminels de ce pays. Les enfants travaillant dans les secteurs de la construction et de l'agriculture sont également vulnérables au travail forcé. Les enfants vivant dans certaines maisons d'enfants privées et parrainées par des ONG aux responsables peu scrupuleux risquent aussi beaucoup d'être placés dans une situation de travail forcé. Des femmes et des enfants vivant dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) établis à la suite du tremblement de terre de 2010 risquaient davantage d'être victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Environ 1,5 million d'Haïtiens se sont réfugiés dans des camps après le séisme et quelque 357 785 y étaient toujours en mars 2013. Il y a aussi eu des cas documentés de femmes originaires de la République dominicaine obligées de se prostituer en Haïti. Des Haïtiens sont soumis au travail forcé en République dominicaine et dans d'autres pays des Caraïbes ainsi qu'aux États-Unis. Les personnes qui risquaient le plus d'être victimes de la traite étaient des Haïtiens sans papiers et ceux venant des milieux les plus défavorisés, surtout les femmes et les enfants. Selon un rapport du gouvernement haïtien, plus de 10 % des naissances de ce pays ne sont pas enregistrées.

Il y a eu des cas d'étrangers impliqués dans l'exploitation sexuelle commerciale d'enfants haïtiens, y compris des cas d'exploitation sexuelle et de maltraitance signalés par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Il y a également eu des cas de tourisme sexuel impliquant des enfants ; en 2013, un Américain a été condamné aux États-Unis pour s'être rendu à l'étranger dans le but d'avoir des relations sexuelles avec des enfants et ce, dans un établissement d'accueil en Haïti qui logeait, nourrissait, habillait et scolarisait des enfants de ce pays.

Le gouvernement haïtien ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il fait des efforts importants dans ce sens. En dépit de ces mesures, comme l'identification de certains enfants en servitude

domestique et la fourniture d'une aide à ceux-ci, le fait qu'il n'y ait toujours pas de loi interdisant toutes les formes de traite des êtres humains et imposant des peines sévères similaires à celles prescrites pour le viol, ainsi que le manque de dispositifs officiels de protection des victimes, sont demeurés de graves problèmes. Haïti est donc placé sur la liste de surveillance de Catégorie 2. Le gouvernement a pris certaines mesures pour attirer l'attention sur la traite des êtres humains pendant la période couverte par le présent rapport, mais le manque de moyens pour punir les trafiquants limite l'efficacité de ces mesures préventives. La création d'un groupe interministériel de lutte contre la traite des personnes et l'engagement exprimé par les officiels en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre d'une loi contre la traite des personnes pourraient produire de meilleurs résultats à l'avenir.

Recommandations à l'intention d'Haïti : promulguer des lois qui interdisent la traite à des fins sexuelles et toutes les formes de travail forcé, y compris la servitude domestique, avec des peines qui seraient à la mesure de celles prescrites pour d'autres crimes graves, tels que le viol ; engager des enquêtes et des poursuites, et condamner les responsables des crimes de traite, y compris ceux qui maltraitent leurs domestiques ou livrent des enfants de moins de 18 ans à la prostitution, en utilisant les dispositions juridiques en vigueur ; adopter des lois ou des politiques pour garantir que les victimes ne soient pas punies pour des crimes commis en conséquence directe du fait qu'elles étaient des victimes de la traite et, en partenariat avec des ONG, adopter et employer des procédures officielles pour guider les responsables dans l'identification proactive des victimes et l'aiguillage des victimes mineures et adultes vers les centres d'accueil et les services appropriés.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement n'a pas fait de progrès apparent dans la poursuite de trafiquants pendant la période couverte par le présent rapport, en grande partie parce qu'Haïti n'a aucune loi interdisant spécifiquement la traite des personnes. Pour un an de plus, le projet de loi sur la lutte contre la traite des personnes qui remonte à avant le tremblement de terre de 2010 est demeuré en attente au parlement. Il y avait plusieurs lois qui pourraient servir à poursuivre en justice les responsables de certains délits liés à la traite, comme la Loi de 2003 relative à l'interdiction et à l'élimination de toutes formes d'abus, de violences, de mauvais traitements ou de traitements inhumains contre les enfants, bien que les autorités n'aient signalé aucune poursuite ou condamnation de trafiquants en Haïti en vertu de cette loi ou de toute autre loi pendant la période couverte par le présent rapport. Le gouvernement haïtien a signalé avoir utilisé des lois contre le rapt, le viol, la prostitution et d'autres délits pour mener des enquêtes sur des trafiquants et ceux qui exploitent des victimes. Mais il n'a pas été signalé que ces enquêtes aient entraîné des condamnations. Certaines ONG et organisations internationales ont indiqué qu'il y avait peut-être eu des enquêtes et des

poursuites judiciaires concernant la traite des personnes, mais le gouvernement n'a pas pu vérifier ces informations. La Brigade de protection des mineurs (BPM), en dépit de ses ressources extrêmement limitées, a recensé 94 cas de traite des enfants et elle a arrêté et transféré au parquet 15 adultes, bien qu'il n'y ait pas d'informations indiquant que ces cas aient donné lieu à des procédures pénales - ce qui fait naître de graves préoccupations sur la répression de la traite des êtres humains en Haïti. L'absence d'une loi exhaustive sur la lutte contre la traite des personnes a également favorisé la confusion au sujet des différences entre les crimes de trafic illicite de migrants, de traite des personnes et d'adoption illégale au sein des composantes du gouvernement haïtien et de certains de ses donateurs internationaux. En plus de l'absence de loi solide, il y avait d'autres obstacles à la lutte contre la traite des personnes, y compris la corruption généralisée, le manque de réactions rapides aux cas présentant des caractéristiques de la traite, la lenteur de la procédure pénale et les budgets insuffisants des organismes gouvernementaux. Les autorités n'ont pas signalé d'enquêtes ou de poursuites à l'encontre de fonctionnaires pour complicité présumée dans des cas de délits liés à la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. La capacité du gouvernement de fournir aux officiels une formation spécialisée les sensibilisant à la traite, notamment une formation sur l'identification des victimes de la traite, l'assistance à leur apporter ou la réalisation d'enquêtes et de poursuites dans les cas de traite des personnes, était limitée.

Protection

Le gouvernement a fait des progrès limités pour protéger les victimes de la traite pendant la période couverte par le présent rapport. La majorité des services offerts aux victimes sont fournis par des ONG. Les ONG qui agissent en association avec le ministère des Affaires sociales et du Travail signalent également la majorité des cas à l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR), organisme de ce ministère qui établit les dossiers portant sur les cas de traite et les communique aux services de répression. Le gouvernement n'a pas suivi systématiquement les données sur l'identification des victimes de la traite. Mais la BPM a fait des progrès dans la collecte de données sur des cas de traite des personnes à quatre postes situés à la frontière avec la République dominicaine. De mai 2012 à janvier 2013, la BPM a enregistré 52 cas de traite à ces postes. L'IBESR a retiré un total de 95 enfants de situations de travail forcé en 2012 et a continué de fermer des maisons d'enfants dangereuses, en retirant 756 enfants d'environnements où ils couraient un grand risque d'être victimes de la traite des personnes. En tout, 656 de ces enfants ont été réinsérés dans leurs familles ou des familles d'accueil, tandis que 100 restaient dans des centres de transition de l'IBESR en attendant des possibilités de réinsertion durable. Le gouvernement n'a pas signalé avoir identifié ou aidé de façon proactive des adultes victimes de la traite à des fins de prostitution ou de travail forcé.

Le gouvernement n'a pas offert de services directs ou spécialisés aux victimes de la traite, mais il a orienté des victimes présumées vers des ONG financées par des donateurs qui les logent, les nourrissent et leur fournissent un soutien médical et psychosocial. Les ONG ont signalé avoir de bonnes relations de travail avec certains responsables gouvernementaux, et la direction de la BPM ainsi que celle de l'IBESR ont exprimé leur engagement à aider les enfants victimes de la traite pendant la période couverte par le présent rapport en dépit de ressources extrêmement limitées, qui ne permettent notamment pas d'avoir des moyens de transport pour enquêter sur les cas. À cause des limitations budgétaires, des officiels ont parfois utilisé leurs fonds personnels pour nourrir des enfants victimes de la traite. Le gouvernement n'avait pas de politique officielle de protection des victimes de la traite pour encourager ces victimes à aider à faire progresser les enquêtes et les poursuites judiciaires concernant les trafiquants ; il ne disposait pas non plus de dispositifs de protection juridique pour assurer que les victimes de la traite ne soient pas punies pour des crimes commis en conséquence directe du fait qu'elles étaient des victimes de la traite. Il n'y avait pas non plus de droit de résidence prévu pour les victimes étrangères qui risquaient de subir des représailles dans les pays vers lesquels elles seraient expulsées.

Prévention

Le gouvernement a fait des efforts pour empêcher la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport, mais l'efficacité de ces efforts a été entravée par le manque de loi exhaustive criminalisant la traite des personnes. Au début 2013, le gouvernement a créé un groupe de travail interministériel sur la traite des personnes, présidé par le directeur des Affaires judiciaires du ministère des Affaires étrangères, afin de coordonner toutes les initiatives du pouvoir exécutif concernant la lutte contre la traite. En juin 2012, l'IBESR a établi un numéro d'appel gratuit sur la traite des personnes et mené une campagne de sensibilisation de la population au sujet de questions concernant la protection de l'enfance telles que le travail des enfants, la traite des enfants et les sévices sexuels à l'égard des enfants. Une organisation internationale a financé les premiers coûts de lancement de la ligne téléphonique d'assistance, mais l'IBESR s'est chargé des coûts d'exploitation et a employé 10 personnes pour administrer la ligne téléphonique d'assistance et la base de données sur la protection de l'enfance. Pendant la période couverte par le présent rapport, de hauts responsables de l'État ainsi que la BPM et

l'IBESR ont également fait des efforts pour informer le public au sujet de la traite des enfants et des sévices sexuels à l'égard des enfants. En décembre 2012, sans financement du gouvernement, les services haïtiens de protection de l'enfance ont organisé des tables rondes sur la servitude domestique des enfants à Port-au-Prince et dans les départements du Nord, de l'Artibonite, du Sud et du Sud-Est. Le gouvernement a créé une commission nationale pour l'élimination des pires formes de

travail des enfants, qui a animé deux ateliers, lancé une campagne de sensibilisation de la population sur le travail des enfants et attiré l'attention sur la journée nationale contre la maltraitance des restavèks. Les officiels haïtiens des services de protection de l'enfance ont fourni une aide importante à un gouvernement étranger pour mener des poursuites à l'encontre d'une personne accusée de tourisme sexuel qui avait soumis des enfants à des sévices en Haïti. Le gouvernement n'a pas pris de mesures apparentes pendant la période couverte par le présent rapport pour réduire la demande d'actes sexuels commerciaux.